

EN ATTENDANT SON JUGEMENT EN ALGÉRIE

Moumène Khalifa condamné
à 5 ans de prison en France

Abdelmoumène Rafik Khalifa a été condamné hier par le tribunal correctionnel de Nanterre, en France à cinq ans de prison ferme. La même instance l'a condamné également à s'acquitter d'une amende de 375.000 euros.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - L'ex-patron du groupe Khalifa était jugé par défaut pour «banqueroute et détournement» de fonds liés notamment à la cession, pour 16 millions d'euros, de la villa Bagatelle, à Cannes, achetée 35 millions d'euros un an plus tôt, et à la revente des avions de Khalifa Airways pour 5,5 millions d'euros.

Actuellement en détention préventive à la maison d'arrêt d'El-Harrach, Abdelmoumène Khalifa était dans un premier temps écroué à Londres depuis 2007, avant d'être extradé vers Alger fin 2013, d'où son impossibilité d'assister à son procès.

Il est à rappeler qu'un mandat d'arrêt a été délivré à son encontre par le tribunal correctionnel de Nanterre (ouest de

Paris). «Rafik le flamboyant» a organisé «le pillage» de sa société juste avant sa liquidation, a estimé la juge Fabienne Siredey-Garnier et rapporté par l'AFP.

Et de poursuivre : «Il l'a vidée de certains de ses actifs les plus significatifs : des voitures de luxe, des appartements dans les beaux quartiers de Paris et un domaine à Cannes (sud-est) acheté 35 millions d'euros, où il organisait de somptueuses réceptions avec des célébrités comme Gérard Depardieu, Catherine Deneuve, Sting et Bono.

La propriété, ses piscines, bassins et cascades ont été vendus 17 millions d'euros dans la précipitation, à la suite de manœuvres obscures». La même source a ajouté que le mis en



Un mandat d'arrêt a été délivré à son encontre par le tribunal correctionnel de Nanterre.

cause est également poursuivi pour avoir dissimulé la vente de trois avions d'une valeur de 5,5 millions d'euros. Toutefois, Rafik Khalifa a été relaxé de ce chef

d'inculpation. Le tribunal correctionnel n'ayant «pu apporter la démonstration d'un détournement», même si certaines opérations liées à la vente des appa-

reils semblent «peu orthodoxes», a-t-on indiqué. L'ancien golden boy était jugé en France car les biens litigieux appartenaient à Khalifa Airways et Khalifa Rent a Car, deux des entreprises de son holding implantées à Puteaux, en région parisienne. Dix autres personnes étaient jugées dans ce dossier qualifié de «tentaculaire». Il s'agit de l'ancienne femme de Rafik Khalifa, un notaire, d'anciens représentants de l'entreprise en France ainsi qu'un constructeur et équipementier aéronautique.

Trois d'entre elles ont été relaxées, les autres ont écopé de peines allant de six mois de prison avec sursis à six mois ferme, ajoute la même source.

En Algérie, on indique que le second procès de l'affaire Khalifa se tiendrait au plus tard avant la fin du premier trimestre de l'an prochain.

A. B.

METTANT DOS À DOS L'OPPOSITION ET LE POUVOIR

Tabbou dénonce les «démocrates non pratiquants»

L'ancien premier secrétaire du FFS, Karim Tabbou, fait un diagnostic sans complaisance de la situation du pays, déclinant sa propre feuille de route sans, toutefois, rejeter les autres initiatives.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le promoteur de l'UDS (Union démocratique et sociale) en attente d'agrément, va plus loin que les autres acteurs politiques dans le constat établi. Il invite, en effet, ces derniers à se regarder un peu dans la glace en faisant leur propre critique et ne pas focaliser trop l'attention sur le pouvoir dont ils guettent, a contrario, l'action pour réagir.

Car pour Tabbou, qui s'exprimait hier au forum de Liberté, il est plus qu'urgent que les «démocrates non pratiquants» laissent la place à des idées «novatrices», à renouer le contact avec la société et abandonner la lutte d'appareils et la course après des stra-

ponsants ministériels et parlementaires. Sans quoi, selon lui, on va «droit dans le mur». Une sorte d'effort pédagogique à l'effet de rattraper le grand retard accusé en la matière, estimant que 26 ans après les événements d'Octobre 1988, on est passé de l'ère du parti unique à celle des partis uniques, ayant donné naissance à «un pluralisme de façade, une classe politique sclérosée et une représentation sociale déstructurée». Tout le contraire de ce qui était escompté par les acteurs du soulèvement d'il y a 26 ans.

Croyant dur comme fer qu'il nous faut une opposition forte et crédible et une société civile organisée, Tabbou invite cette dernière à éviter les effets d'annonce et de ne pas éviter d'entrer dans les débats de fond. Allusion on ne peut plus claire à la CNLTD (Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique) dont il salue l'initiative mais dont il regrette, même s'il le dit à

deux mots, une sorte d'excès d'attentisme à aller vers le petit peuple.

D'où sa propre démarche, ficelée et échelonnée dans le temps sous la forme d'un compromis historique. Il préconise, en effet, une Assemblée constituante à la fin de la présente législature, en 2017 sous l'autorité d'une instance indépendante avec toutes ses prérogatives. Cette nouvelle entité parlementaire aura deux ans pour rédiger une nouvelle Constitution avant la tenue à la fin de l'actuel mandat présidentiel, en 2019, d'élections générales.

Autrement dit, Tabbou ne veut pas trop faire «peur» comme certains qui revendiquent la dissolution de l'actuelle APN ou encore l'enclenchement de l'application de l'article 88 de la Constitution. Ou encore du côté du pouvoir qui excelle dans l'art d'instrumentaliser et d'exploiter la peur pour bloquer toute option de changement qui, selon lui, «ne doit pas faire peur aux Algériens».

Le porte-parole de l'UDS pour qui «il n'y a pas que le Président qui est absent», lui qui situe le blocage dans toutes les institutions du pays devenu, selon lui, une «immense salle d'attente», invitera l'opposition à se départir de son «option de confrontation» et le pouvoir de «sa ruse et de ses manœuvres politiciennes».

Au sujet de son agrément toujours en attente, Tabbou estime que le blocage n'est pas justifié, estimant être confronté à un problème éminemment «politique», accusant, dans la foulée, des responsables au sein de son ancien parti, le FFS, de tout faire pour empêcher l'agrément. «Nous ne céderons pas à notre droit non négociable», estimant que le plus grand crime en Algérie est d'avoir une idée contraire, affirmant ne pas comprendre qu'un ancien chef du maquis islamiste puisse prendre part aux conciliabules autour de la future Constitution.

M. K.

BENGHEBRIT À PARTIR DE BLIDA :

«La grève n'est pas une solution»

La ministre de l'Education nationale, M^{me} Nouria Benghebrit, en visite d'inspection hier dans la wilaya de Blida, est allée de but en blanc en matière de rejet de la grève dans le corps de l'enseignement considérant que celle-ci ne peut résoudre les problèmes liés à cette corporation. Elle dira sans ambages que la grève n'est pas une solution.

A cet effet, elle citera le cas de la grève des intendants qui, selon elle, n'a pas touché toutes les wilayas du pays puisque 25% à 30% en sont concernées.

Elle fera savoir qu'elle a accueilli des représentants syndicaux de l'UGTA, du SNTE et du Cnapest ainsi que des intendants. Pour elle, certains problèmes ont été résolus.

En ce qui concerne l'indemnité de l'expérience pédagogique, la ministre insistera sur le fait que cette prime ne touche pas les intendants, toutefois, précisera-t-elle, les

portes restent ouvertes au dialogue. «Je suis convaincue qu'on trouvera une solution», dira M^{me} Benghebrit qui ajoutera : «Quand on dit négociation, on dit avancée réciproque.»

Sur le plan des classes spéciales, la ministre a fait savoir que le redoublement, notamment dans les classes de terminale est important, lequel redoublement n'est pas pour elle une solution.

Si elle reconnaît que cela pourrait donner une 2^e chance à l'élève de décrocher son bac, elle deman-

dera de ce fait aux enseignants de doubler d'efforts et de faire preuve d'imagination pour résoudre le taux de réussite.

Quant à la problématique du seuil, la ministre rejette toute idée de se baser uniquement sur la moitié ou le ¾ du programme pour préparer le bac. «Quelle va être la valeur de ce diplôme (baccalauréat, ndlr) qui, pour nous, reste une référence ? Pour cela, il faut appliquer les programmes tracés pour l'année scolaire.

Donc je fais savoir qu'il n'y aura pas de seuil et je refuse d'hypothéquer l'avenir de nos enfants», tonnera la ministre avant d'ajouter : «Je refuse d'encourager les grèves juste pour que le seuil soit imposé.

Donc, les épreuves et les sujets seront définis à partir de maintenant et chacun prend ses responsabilités.» Notons enfin que la



Pour la ministre, certains problèmes ont été résolus.

ministre a installé, à l'occasion de sa venue, la nouvelle directrice de l'éducation nationale au niveau de la wilaya de Blida, en la personne de M^{me} Aït Brahim Ghanima.

M. B.